



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Réflexions sur la recherche et le développement

J. Cochard

Citer ce document / Cite this document :

Cochard J. Réflexions sur la recherche et le développement. In: Économie rurale. N°99-100, 1974. Le développement agricole en France. pp. 15-21;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1974.2270>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1974_num_99_1_2270

Fichier pdf généré le 26/03/2019

Abstract

Thoughts on research and development - The writer's point of view is that of a stockbreeder taking advantage of « Development » as it exists at present, and he lists a series of personal observations. He notes the apparent failure of « development » if one considers the percentage of its participants. In part he attributes this to French farmers' reluctance to belong to any organisation. The position of the Farmers, who in the end control development, is ambiguous. Development is by its very nature progressive ; farmers are on the whole conservative.

But the recent technical and economic progress of French farming is obvious (except for stockbreeding) but for the most part it is transmitted by other channels than the official development services. The latter have an unwieldy, centralised framework and take up time and money ; they are fraught with professional rivalries that neutralise them. The writer challenges the principle itself : he thinks it is too ambitious to try to set up as-yet-non-existent farm policy, to planify and build models of French agriculture, where men and areas vary considerably.

Planning and model-building seem to him in contradiction with encouraging individuals to assume their responsibilities. Moreover, however imperfect it may be, the sum total of personal decisions made by men both trained and untrained would, on the whole, be more efficient and less expensive than the Plan.

Regarding technical institutes — two ambiguities are pointed out : they consider themselves scientific but are the tools of a one-sided professional policy ; they should first and foremost « apply » results but very often they encroach on the field of research.

There is also ambiguity in development as regards the economic bodies : though often efficient this form of development does not necessarily coincide with the interests of the farmer.

Résumé

L'auteur se place comme éleveur usager du développement tel qu'il existe actuellement, et énumère très librement une série d'observations personnelles.

Il constate l'apparent échec du « Développement » si l'on considère le pourcentage de ses usagers actifs. Il l'attribue, pour partie, à la résistance à l'embrigadement des agriculteurs français. La situation de la profession, maîtresse du développement, est ambiguë : le développement est par nature progrès ; la profession est dans son ensemble conservatrice.

Cependant le progrès technique et économique récent de l'agriculture française est évident (sauf en élevage), il passe en grande partie par d'autres canaux que ceux du Développement officiel. Celui-ci est un appareil lourd, centralisé, consommateur de temps et d'argent ; il est le siège de rivalités professionnelles qui le stérilisent. L'auteur conteste son principe même. Il juge trop ambitieux de mettre en œuvre une politique agricole

qui n'existe pas, de planifier et modéliser l'agriculture française, diverse dans ses hommes et son espace, fluide dans le temps.

La planification et la modélisation lui paraissent contradictoires avec la formation des hommes à l'exercice de leur responsabilité. En outre, toute imparfaite qu'elle soit, la somme des décisions personnelles d'hommes qui seraient formés et informés, serait globalement plus efficace et moins coûteuse que le Plan.

Deux ambiguïtés sont signalées à propos des Instituts techniques. Ils se veulent scientifiques, mais sont les instruments d'une politique professionnelle sectorielle ; ils devraient essentiellement « appliquer », mais font souvent double emploi avec la Recherche.

Ambiguïté aussi du développement par des organismes économiques : souvent efficace, il ne coïncide pas nécessairement avec les intérêts des agriculteurs.

Réflexions sur la recherche et le développement

L'auteur se place comme éleveur usager du développement tel qu'il existe actuellement, et énumère très librement une série d'observations personnelles.

Il constate l'apparent échec du « Développement » si l'on considère le pourcentage de ses usagers actifs. Il l'attribue, pour partie, à la résistance à l'embrigadement des agriculteurs français. La situation de la profession, maîtresse du développement, est ambiguë : le développement est par nature progressif ; la profession est dans son ensemble conservatrice.

Cependant le progrès technique et économique récent de l'agriculture française est évident (sauf en élevage), il passe en grande partie par d'autres canaux que ceux du Développement officiel. Celui-ci est un appareil lourd, centralisé, consommateur de temps et d'argent ; il est le siège de rivalités professionnelles qui le stérilisent. L'auteur conteste son principe même. Il juge trop ambitieux de mettre en œuvre une politique agricole

qui n'existe pas, de planifier et modéliser l'agriculture française, diverse dans ses hommes et son espace, fluide dans le temps.

La planification et la modélisation lui paraissent contradictoires avec la formation des hommes à l'exercice de leur responsabilité. En outre, tout imparfaite qu'elle soit, la somme des décisions personnelles d'hommes qui seraient formés et informés, serait globalement plus efficace et moins coûteuse que le Plan.

Deux ambiguïtés sont signalées à propos des Instituts techniques. Ils se veulent scientifiques, mais sont les instruments d'une politique professionnelle sectorielle ; ils devraient essentiellement « appliquer », mais font souvent double emploi avec la Recherche.

Ambiguïté aussi du développement par des organismes économiques : souvent efficace, il ne coïncide pas nécessairement avec les intérêts des agriculteurs.

THOUGHTS ON RESEARCH AND DEVELOPMENT

The writer's point of view is that of a stockbreeder taking advantage of « Development » as it exists at present, and he lists a series of personal observations.

He notes the apparent failure of « development » if one considers the percentage of its participants. In part he attributes this to French farmers' reluctance to belong to any organisation. The position of the Farmers, who in the end control development, is ambiguous. Development is by its very nature progressive ; farmers are on the whole conservative.

But the recent technical and economic progress of French farming is obvious (except for stockbreeding) but for the most part it is transmitted by other channels than the official development services. The latter have an unwieldy, centralised framework and take up time and money ; they are fraught with professional rivalries that neutralise them. The writer challenges the principle itself : he thinks it is too ambitious to try to set up as-yet-non-existent farm policy, to planify

and build models of French agriculture, where men and areas vary considerably.

Planning and model-building seem to him in contradiction with encouraging individuals to assume their responsibilities. Moreover, however imperfect it may be, the sum total of personal decisions made by men both trained and untrained would, on the whole, be more efficient and less expensive than the Plan.

Regarding technical institutes — two ambiguities are pointed out : they consider themselves scientific but are the tools of a one-sided professional policy ; they should first and foremost « apply » results but very often they encroach on the field of research.

There is also ambiguity in development as regards the economic bodies : though often efficient this form of development does not necessarily coincide with the interests of the farmer.

Devant des responsables et des professionnels du « Développement agricole », il m'a été demandé de dire librement comment un usager, et plus spécialement un *usager-éleveur*, perçoit cette institution qui s'appela Vulgarisation et qui s'intitule aujourd'hui Développement.

Je conçois et j'accepte les risques de ce témoignage.

Le risque d'abord que représente ma connaissance insuffisante des arcanes administratives et réglementaires de l'Institution en question, et qui d'ailleurs m'indiffère puisqu'on me demande de juger non pas l'arbre mais ses fruits.

Celui aussi d'un jugement très subjectif, sensibilisé que je suis par l'état de retard et précisément de sous-développement où se trouve tout ce qui touche à l'élevage et aux productions fourragères de notre pays. Il est possible, en effet, que je sois injuste, mais je crois devoir dire assez fort ce que je pense puisque, paysan du Danube, j'ai peu de chance d'être entendu dans une ambiance de relative auto-satisfaction.

Je revendique d'ailleurs le droit à l'erreur de bonne foi, prêt à m'excuser et à me corriger s'il apparaît que mes critiques ne sont pas fondées. Un tel témoignage d'ailleurs ne peut être de ma part une analyse exhaustive du problème, encore moins une synthèse aboutissant à des conclusions à mon niveau très modeste, mais tout au plus une série d'observations plus ponctuelles que globales suivie d'une série d'interrogations en forme de vœux.

I - QUELQUES OBSERVATIONS

1) La première observation est *le faible nombre des usagers actifs* du développement.

On s'accorde généralement sur le chiffre maximum de 10 % de la population agricole. Les non-participants étant évidemment ceux que nous jugeons avoir le plus besoin de progresser.

Beaucoup a été dit sur le « pourquoi » de cet état de chose. Peut-être un de ses aspects a-t-il été insuffisamment étudié ; c'est celui d'une hostilité assez profonde de la majorité des agriculteurs à tout ce qui peut être perçu par eux comme :

- embrigadement,
- conditionnement,
- évolution imposée de l'extérieur et ne procédant pas de besoins internes,
- soumission à des finalités collectives, étrangères aux finalités personnelles de chacun.

Peut-être avons-nous à nous demander si ces finalités personnelles ne sont pas respectables et ne doivent pas être étudiées et prises en compte par les responsables du développement. Ne fait-on pas du « Développement » trop *pour les paysans* et pas assez *avec eux* ?

2) Autre observation : la profession a souhaité être maîtresse du développement et l'est devenue. J'ai moi-même adhéré à cette philosophie somme toute rationnelle. J'ai maintenant des doutes.

Il suffit d'avoir fréquenté tant soit peu les grands rassemblements syndicaux aussi bien que leurs états-majors, pour sentir combien nos « quatre grands » de la profession agricole n'ont pas la « tripe » technique et économique et demandent avant tout à la *Politique*, par l'intermédiaire des prix, des soutiens, de la protection, de l'organisation des marchés, dans la stabilité (et pour tout dire dans l'immobilisme) l'amélioration de la condition paysanne.

Soyons lucides : techniques et progrès introduisent des valeurs : évolution, croissance, compétition, liberté, tout à fait différentes de celles défendues par la profession.

La notion elle-même de développement, avec ce qu'elle comporte pour les entreprises de mouvement, d'autonomie, de satisfaction possible, n'est-elle pas antinomique de toute politique corporative, essentiellement conservatrice et revendicatrice, qu'elle soit de droite ou de gauche ?

Je me souviens des bénédictions et de la pommade un peu écœurante distribuées par nos grands leaders professionnels lors des assemblées générales de la FNCETA : « Bravo, messieurs, mais restez dans le peloton ! »

Constatons comme sont suspects ceux qui se « développent ». Je pense à un certain nombre d'élevages importants qui, prenant des risques, devraient pouvoir compter sur la neutralité de leurs collègues, mais se heurtent en fait à leur hostilité active.

Voyons comme le mouvement « paysans-travailleurs » ridiculise tout effort technique et le développement lui-même.

Observons combien est peu connue de la masse paysanne et insuffisamment soutenue de ses états-majors la recherche agronomique, qui devrait être notre fer de lance.

C'est en Angleterre et non en France qu'un leader agricole soucieux du long terme, refusa autrefois de l'Etat des subsides et les fit affecter à la Recherche.

3) Troisième observation : faiblesse des effectifs touchés par le « développement-organisme » ne signifie pas absence de progrès. Simplement, le progrès passe par d'autres canaux que ceux qui étaient prévus.

A partir du noyau « progressiste » de 10 %, imitation, émulation, concurrence, réalisent en « tache d'huile » le développement sans majuscule, comme M. Jourdain faisait de la prose, faisant passer le rendement du blé de 17 à 47 qx en 21 ans et rendant la France massivement exportatrice.

Et la question posée par M. Marcellin dans le rapport qu'il a présenté à Dijon est infiniment troublante :

« Si le « développement » n'existait pas ?... »

Peut-on répondre que les 10 % d'hommes de progrès existeraient de toute façon, trouveraient eux-mêmes les moyens de leur progrès, et que la « tache d'huile » continuerait à remplir sa fonction ?

Une exception cependant : pas ou peu de « tache d'huile » en Elevage.

Nous verrons sans doute plus loin à quel point, dans ce milieu, la formation des hommes a été aussi défailante que l'information.

4) Autre aspect du problème : qu'est-ce au juste, vu par l'exploitant de base, et même par le responsable professionnel départemental, que le développement ?

D'abord une forêt de sigles : FNDA, ANDA, CNEPDA, CRDA, CDDA, SUAD, derrière laquelle se cache un organigramme bien français, c'est-à-dire pyramidal. Cette pyramide est apparue toute faite, brusquement, il y a 6 ou 7 ans, construite aussi à la française, par le sommet.

Pour un homme des campagnes, est-elle crédible, cette chose conçue et bâtie a priori, intellectuelle, sans être le fruit d'une lente maturation pragmatique ?

N'est-ce pas simplement un « Appareil » de plus, centré à Paris, devant lequel le premier mouvement est le scepticisme et même la certitude de le voir, cet appareil, contracter toutes les maladies de la bureaucratie décrite par Parkinson, s'alourdir au fil des ans, comme toutes les organisations de ce genre, fournir un rendement inversement proportionnel à ses dimensions et à ses ambitions et devenir une fin au lieu de rester le moyen qu'il doit être ?

N'ai-je pas senti se développer cette mystérieuse maladie des « structures » au sein de la sympathique FNCETA, pourtant émanation de cellules vivantes sur le terrain ?

Lorsque ce paysan de la base a accès aux structures régionales et départementales, ce qu'il y découvre ne le reconforte pas davantage.

Si je l'exprime vulgairement, c'est parce que j'ai vécu cette expérience et que j'en ai été affligé.

Bataille pour le « fric », rivalités de boutiques, luttes d'influence, chasses jalousement gardées, commissions, parlotes, paperasses en innombrables exemplaires, établissement de programmes, parfois « bidons » pour cadrer avec les « orientations » parisiennes, tout cela arbitré fort sérieusement par une Administration courtoise et ironique et des représentants des Instituts qui « n'y croient pas », car eux aussi ne croient qu'à leur propre « structure ».

5) Au plan même des principes, j'éprouve le même scepticisme si je confronte ce *concept du développement* à celui, modeste et simple, de la *vulgarisation* dont il est issu.

— Je le trouve d'abord *imprudent*. Imprudent, je l'ai déjà dit, parce que construction de l'esprit, mais aussi parce que associer des maisons rivales comme APCA, FNSEA, CNJA, et au mieux indifférente comme CNMCCA, est une gageure. On l'a bien vu au moment d'une élection qui dévoila le malaise.

Faire distribuer des fonds d'origine professionnelle, par des professionnels, à des organisations professionnelles, quel cadeau empoisonné ! C'est vraiment l'histoire de la mauvaise fée au berceau de l'enfant.

— Je le trouve également, ce concept du Développement, trop *ambitieux* : « Le Développement est le moyen de mettre en œuvre une politique agricole » (rapport Cormorèche à Dijon).

Mais existe-t-il une politique agricole ? et où ? Est-ce celle du gouvernement, de l'APCA, de la FNSEA, du CNJA et dans chacun de ces cas, à quel moment de leurs successifs avatars ?

— *Ambitieux* aussi, ce concept, parce que *planificateur* et *modélisateur*.

Entendons-nous bien : des réflexions, des recherches, des hypothèses sur l'avenir de nos techniques, de nos entreprises, des marchés, aboutissant à des plans, nous en faisons tous et l'agriculteur plus que quiconque.

Mais des plans et des modèles régionaux d'entreprises auxquels nous aurons à *plier les réalités*, je doute. Et c'est pourtant cela la *philosophie même du développement*. Hélas, les réalités sont fluides, multifformes :

— chez les *hommes* d'abord, dont les capacités, les ambitions, les besoins sont infiniment divers : quel critère de développement choisirons-nous pour eux ? Le plus haut revenu ? La qualité de la vie ? En ce cas, peut-on planifier cette qualité, c'est-à-dire le bonheur des gens ?

— dans *l'espace*, et surtout dans l'espace français, aux 500 petites régions, les réalités sont au moins aussi hétérogènes. Elles sont également changeantes. Des modèles régionaux conçus en 1938 auraient-ils imaginé la Champagne pouilleuse couverte de céréales et de betteraves, les Landes de Gascogne de maïs, et le même maïs montant jusqu'à Cambrai pour nourrir les vaches ?

Ces révolutions-là sont nées sans modèles et ne doivent rien à une planification, ni à aucune incitation.

— Dans le *temps*, c'est pire encore. Les futurologues les plus assistés par l'informatique se contredisent allègrement. Hermann Kahn voit la croissance joyeuse et indéfinie, le MIT prédit la catastrophe.

Des exemples de décisions et d'orientations officielles ratées, pour la seule agriculture, sont innombrables :

- arrachage des vignes françaises au moment où les Italiens plantaient ;
- abattage des vaches laitières à contre-temps, suivi d'une incitation (par les prix) à la production laitière également à contre-temps ;
- encouragements officiels et subventions à la déshydratation des fourrages à la veille d'une crise chronique de l'énergie ;
- deux plans Mansholt contradictoires ;
- l'aventure de La Villette...

— Il existe pourtant une approche des réalités et de la préparation aux décisions, autre que planifiante et modélisatrice : le pragmatisme tout simple, *le progrès par approximations successives*, méthodes d'ailleurs beaucoup plus utilisées par le monde industriel lui-même qu'on ne le croit communément.

Un prototype de voiture ou d'avion représente, à partir d'une première hypothèse calculée théoriquement, une longue succession d'*essais pratiques* sur des modèles *expérimentaux*, testés, cassés, modifiés. L'appareil de série lui-même est l'objet par la suite de perfectionnements constants. La dernière Caravelle comme la dernière « 2 chevaux » sont loin d'avoir les caractéristiques de leur premier modèle.

Combien plus souples et modestes encore devrions-nous être devant la chose agricole, si peu homogène et si soumise à des contraintes imprévisibles de toutes natures.

Mais il existe aussi un modèle d'évolution et d'adaptation aux circonstances que l'on passe volontiers sous silence, quand on a pris l'option du *Développement volontariste* et de la planification : c'est celui que représente *la somme des décisions individuelles* et spontanées de la masse des agents économiques. Ces décisions sont loin d'être toutes bien inspirées, heureuses et cohérentes. Mais ne faudrait-il pas se demander si, globalement, elles ne constituent pas un système : moins coûteux, plus rapidement adapté, pas plus erroné, plus efficace, et infiniment *plus formateur d'hommes responsables*, que la planification lourde vers laquelle nous tendons.

Notre petit hexagone, « développé » statistiquement à 10 % mais encore libéral à 90 %, ne fournit-il pas dans des conditions d'ailleurs discutables (sans doute imputables à un « mauvais » développement) une partie de son blé et de son beurre à l'immense Russie, planifiée par excellence ?

— Mais, pour que fonctionne correctement un système où la somme des décisions personnelles

aboutisse à une meilleure adaptation que le *plan*, tout repose précisément sur ces *personnes* qui prennent des décisions. Cela suppose qu'elles soient : formées, informées, responsables et conscientes de l'être, et par conséquent qu'elles accèdent à *l'autonomie* de pensée et d'action.

Or un « développement » d'encadrement et d'orientation n'a-t-il pas son principe dans le fait même que ses maîtres d'œuvre n'ont pas confiance dans l'autonomie des hommes, c'est-à-dire leur capacité de décision et même qu'ils s'en méfient ?

Ce développement planificateur et modélisateur, même bien intentionné, est en réalité *contradictoire avec la véritable formation* des hommes, leur information honnête, l'expérience pour chacun du plein exercice de sa responsabilité et finalement son accession à l'autonomie, puisque le plan pense et prépare les décisions de tous.

Et même, si, avec beaucoup de chance ou d'artifice, un jeu démocratique était imaginé pour faire participer toute la population agricole au développement, soyons réalistes : comme cette population est actuellement passive à 90 %, insuffisamment formée et sous-informée, c'est le projet conçu par quelques techniciens et au mieux par les 10 % d'« actifs » qui prévaudrait. Allons plus loin, admettons que la formation et l'information se généralisent et que le plan s'établisse avec 90 % de participants actifs et non plus 10 %, peut-il alors être autre chose qu'un *compromis* trop global pour avoir une signification, tenir compte des réalités et des particularités, que chacun s'y reconnaisse et se sente personnellement engagé ?

Si, par passivité ou discipline, l'homme sur le terrain adopte le modèle où il ne s'est pas reconnu, rien n'a été fait pour son accession à l'autonomie.

Si, au contraire, il réagit, il se retrouve au point de départ : il lui faut trouver en lui-même une capacité de décision personnelle pour laquelle le « développement » ne l'a pas préparé.

Une personne amie passionnée de développement et de formation des hommes me soulignait récemment le caractère régressif qui peut avoir une analyse de gestion (exemple pourtant de « bon » développement) lorsqu'elle est « livrée » toute achevée par le conseiller, par rapport à l'élaboration d'un simple budget partiel discuté lentement entre l'agriculteur et son conseiller. La formation est un processus lent, mais qui mérite le temps qu'on y passe.

6) A propos de la place des Instituts techniques dans le développement, je ne ferai que citer deux ambiguïtés.

La première, que j'ai déjà signalée dans une série de « réflexions sur la recherche et la vulgarisation en élevage », est le fait que les Instituts dirigés par les « productions spécialisées », tout en se voulant rigoureusement scientifiques, sont aussi les instruments d'une politique professionnelle sectorielle. Cela n'a rien d'anormal ni de choquant, l'important est de le savoir et de le dire à l'occasion.

Une seconde ambiguïté est la difficulté où ils sont de se situer entre la recherche et la vulgarisation. S'ils sont recherche, ils font double emploi et entrent en concurrence avec l'INRA. Ce n'est pas non plus condamnable comme moyen d'émulation, si toutefois les ressources financières sont à la mesure d'un tel projet. S'ils sont application de la recherche et vulgarisation, leur structure centralisée les éloigne assez du terrain pour que soit rendue difficile leur connaissance permanente des besoins et la collecte des références en vraie grandeur.

En fait, que se passe-t-il ?

La « techno-structure » des Instituts, par une tendance naturelle bien décrite par Galbraith, les pousse plutôt vers le développement qualitatif et quantitatif de l'*appareil* auquel elle appartient, donc vers la recherche fondamentale, les études méthodologiques, l'innovation, la modélisation, que vers la vulgarisation et l'information. Un brillant ingénieur nous disait récemment sa déception que certaines innovations réussies soient nées spontanément chez les praticiens, sans que les Instituts aient fait autre chose que de leur apporter consécration et perfectionnement. Il souhaitait que son Institut se consacre davantage à la prospective, qu'une de ces branches au moins prenne ses distances vis-à-vis des contingences du moment et travaille à imaginer les techniques et les systèmes de l'an 2000, prenant ainsi une véritable avance justifiant l'existence et l'importance dudit Institut.

Une telle attitude, parfaitement concevable pour une partie de l'activité d'un tel organisme, me paraît cependant dangereuse si elle devient sa politique générale et si elle y consacre une part trop importante de ses moyens, comme ce fut le cas pour les études sur la déshydratation des fourrages. Elle s'éloigne ainsi radicalement de l'aide aux besoins réels, de l'observation des faits et des situations actuelles, et de la démarche pragmatique à laquelle je crois par-dessus tout.

A la limite, elle devient un alibi pour ignorer les réalités trop astreignantes d'un présent considéré comme déjà dépassé.

7) M. E. Rives (1) souligne l'importance qu'a pris, dans la diffusion du progrès mais aussi dans le développement « d'orientation », le réseau de conseillers attachés aux organismes de vente, d'achat et de transformation, coopératifs mais aussi privés.

Il faut en effet en tenir un grand compte, car ce réseau souvent totalement indépendant du « développement ANDA » *peut beaucoup* pour les raisons analysées par M. Rives.

Il peut beaucoup parce qu'il touche beaucoup de gens : la totalité des clients, fournisseurs, sociétaires des organismes en question ; parce que ces organismes sont en principe faits pour durer et que le financement du service de conseil est inclus dans leur budget au même titre que les investissements commerciaux ; parce qu'ils sont fortement motivés à maintenir et à développer des structures de productions agricoles, dynamiques et prospères sans lesquels ils disparaîtraient ; parce que les producteurs eux-mêmes sont motivés à utiliser ces services très adaptés à leur situation, souvent très efficaces parce que spécialisés pour la production concernée, et qui au surplus *leur paraissent gratuits*.

Mais, bien entendu, il y a le *danger majeur* que l'intérêt de l'organisme ne coïncide pas avec celui de l'agriculteur, ou même, cela s'est vu, que les options économiques ou techniques de l'organisme lui-même soient erronées et qu'ainsi il entraîne avec lui la masse des producteurs dans les mauvais choix qu'il a faits. Je m'excuse de revenir sur le problème de la déshydratation, mais je n'ai guère d'exemple plus démonstratif de mon inquiétude en ce domaine que le « développement » des coopératives affectées à cette activité.

Je vois là une raison de plus pour que la véritable tâche d'un véritable développement soit essentiellement de *formation*. Former des partenaires adultes, libres, autonomes, au besoin contestataires vis-à-vis de leur propre organisme économique, voilà par excellence la base du développement.

II - CINQ VŒUX NAÏFS

Les observations précédentes peuvent paraître pessimistes et mêmes négatives.

Elles le sont en effet vis-à-vis du « Développement-Finalité ».

Le développement est souvent une nécessité, à mon sens il n'est pas une *fin*.

1) Dans la hiérarchie des valeurs, c'est à la *formation* que je fais le vœu que l'on donne la première place.

Aider les hommes à quelque milieu ou profession qu'ils appartiennent, à penser et à *juger par eux-mêmes*, à se « dé-conditionner » par rapport aux modes, aux routines, aux slogans, aux idées reçues, au « développement » lui-même et à toutes les pressions publicitaires ou idéologiques dans lesquelles nous baignons de plus en plus, du fait des moyens

(1) Voir dans ce numéro d'Economie Rurale : RIVES (E.). - Relations entre développement et coopératives.

de communication de masse ; les aider aussi à *agir par eux-mêmes* sans attendre tout de la Société considérée tour à tour comme Providence, bouc émissaire et alibi ; les aider en un mot à devenir *libres, autonomes*, c'est ce qui me paraît être la définition même de la Formation, et *cela est une FIN* en soi.

Mais la *formation* à l'autonomie de pensée et d'action dans le cadre d'une société de plus en plus complexe et contraignante est un problème considérable qu'il n'est pas question d'aborder ici, sinon pour dire que cela commence à l'école et doit se poursuivre tout au long d'une vie active (ce que l'on commence à concevoir) ; sinon pour dire également que lorsque la formation continue deviendra un « Appareil » (ce qu'est déjà l'Education Nationale) elle sera sujette à toutes les déviations et à toutes scléroses déjà recensées, qu'il faudra bien apprendre à corriger.

2) Si la *formation* remplit son contrat, le *développement* au sens où nous l'avons entendu ici est-il encore nécessaire ?

Je crains d'être négatif.

A des hommes formés, *l'information* seule devrait suffire parce qu'ils doivent être aptes à l'utiliser de façon responsable.

Mais *l'information* est aussi un domaine immense avec ses ambiguïtés propres. Elle aussi s'organisera par nécessité et deviendra un « Appareil ».

En outre, pour être facilement transmissible, ce qui est sa raison d'être, elle doit adopter des formes et des techniques particulières que connaissent bien les gens de la Presse et de la Publicité, et les frontières sont incertaines entre l'Information objective, honnête et suffisamment *sensibilisante* et ce qu'on appelle aujourd'hui *l'animation* et qui s'apparente souvent à de la manipulation.

Sous réserve de cette vigilance contre les déviations et de ces exigences à caractère déontologique, je formerai un deuxième vœu aussi utopique que le précédent : que la totalité des ressources actuelles du *développement* soient affectées à ces deux fonctions prioritaires et complémentaires : *formation-information*.

3) J'ai abondamment, et peut-être de façon simpliste, mis en accusation les « Appareils » et en particulier celui du développement.

Non que je croie que l'on puisse se passer d'organisation : il faut un cadre administratif, un budget pour le moindre service. Mais ce qui semble manquer à tous les appareils que nous connaissons, c'est un *organe interne et permanent* de remise en question, de contestation. Quelque chose de beaucoup plus radical qu'un conseil d'administration classique, un

organe capable de détecter le moment où la structure commence à se prendre pour sa propre fin, et de poser périodiquement la question fondamentale : l'« appareil » sert-il encore à quelque chose, est-il toujours adapté à son objectif ? Et si la réponse est négative, d'aller jusqu'à décider l'euthanasie.

Bien entendu derrière les appareils, il y a des hommes qui, au contraire des structures, méritent protection.

Le corollaire de la sévérité vis-à-vis des structures, c'est la possibilité améliorée pour les hommes de passer facilement d'un appareil qu'on dissout à un organisme vivant ou naissant.

Cela signifie un grand changement dans nos habitudes et la nécessité de faire sauter des cloisons étanches, d'assouplir la rigidité des grilles de salaires et des droits sociaux, de relativiser les diplômes par rapport aux titres de service et aux fonctions exercées.

Vœu naïf s'il en fût : nous verrons longtemps encore des « appareils » inutiles se survivre parce qu'on n'ose pas les achever, qu'on ne sait pas réaliser la reconversion des hommes ni aménager des passerelles.

4) La *recherche* mérite qu'on fasse pour elle un vœu particulier : ce vœu tient en un mot : la « *privilégier* ».

Le *recherche* agronomique française a des imperfections, mais il existe en général dans ce corps une compétence, une rigueur, une honnêteté, un sens du service, en un mot une « éthique » qui en fait l'organisme par excellence sur lequel devrait se fonder un véritable développement agricole.

Privilégier, cela veut dire lui *donner des moyens*, la faire mieux connaître, mieux estimer, lui faire tisser des liens avec les professionnels, mais aussi et surtout *en exiger toujours davantage* et au besoin *savoir la contester*.

A mon sens, cette sympathie et cette exigence doivent s'étendre à un autre corps de la nation que nous connaissons mal et auquel nous ne demandons généralement rien, *l'université*, dont il faudra bien, si elle veut survivre à sa crise actuelle, qu'elle se relie à la vie réelle, économique, sociale, technologique du pays, aussi bien dans le domaine de la *recherche*, que pour l'immense tâche de *formation* continue évoquée plus haut.

D'avoir rencontré aux USA des professeurs d'Université qui sont aussi, à plein temps ou temporairement, des vulgarisateurs sur le terrain, permet de mesurer le chemin qui nous reste à faire et illustre le vœu que je viens de formuler, de voir briser les cloisons étanches.

5) Mon dernier vœu sera que tout ce qui en France s'occupe du progrès technique et de sa diffusion, s'astreigne à la règle d'or d'un pragmatisme fondé sur la connaissance du réel.

Cela signifie l'existence d'un réseau permettant la collecte permanente des références à la fois globales et analytiques, en grands nombres et en vraie grandeur, au niveau où l'on est certain d'être confronté aux vrais problèmes, c'est-à-dire au niveau d'exploitations agricoles.

Je maintiens ce que j'ai écrit sur ce sujet, à savoir que nous acceptons un immense gaspillage en ignorant l'énorme dispositif expérimental que représentent nos propres exploitations. Elles sont par la force des choses au centre des vraies contraintes, en mutation permanente, et constituent de véritables laboratoires où se créent, se confrontent et s'éprouvent des techniques anciennes et nouvelles dans des combinaisons innombrables.

J'ai cité comme exemple les deux structures horizontales britanniques du « *low cost production* » (pour le lait) et du « *meat and livestock commission* » (pour la viande). C'est la preuve qu'il ne s'agit pas d'une vue de l'esprit, mais d'un système qui existe et dont on peut sur place contrôler le fonctionnement et juger les résultats.

Un tel réseau n'est pas à créer de toutes pièces chez nous. Existente déjà les Etablissements d'Élevage, les Centres de Gestion, les Lycées Agricoles et leurs domaines, les CETA, les Groupements de Vulgarisation, les échelons techniques de groupements économiques...

C'est avec ces cellules de base que la Recherche doit pouvoir tisser les liens dont j'ai parlé plus haut,

et amorcer la spirale d'un vrai progrès ; chaque étage, « Recherche », « Conseil », « Pratique », s'enrichissant et se contrôlant constamment l'un par l'autre.

Cet aspect de tâtonnement et d'ajustements progressifs peut n'être pas satisfaisant pour beaucoup d'esprits ; il est pour moi le gage que nous collons au réel et que nous ne nous perdons pas dans un intellectualisme du développement.

Un tel schéma ne signifie pas que l'INRA abandonne son travail de recherche fondamentale, bien au contraire. Il trouvera dans ces liens étroits avec les hommes et les choses sur le terrain, des pistes de recherches nouvelles et fructueuses à l'issue desquelles il aura rapidement le verdict de l'application dans la pratique.

L'essentiel étant de favoriser la création de circuits courts et directs par lesquels circuleront constamment les deux courants ascendant et descendant de l'information.

L'occasion m'a été donnée par la Société Française d'Économie Rurale de réfléchir, en toute liberté et à titre personnel, sur un problème important. Je suis moi-même étonné d'aboutir à une contestation aussi nette et aussi vigoureuse du système actuel.

Je ne crois pas avoir été seulement négatif, et, tout en ne me faisant pas d'illusions exagérées sur la portée de cette suite d'observations, je les livre cependant telles quelles aux réflexions et, sans doute, aux réactions de ceux qui, avec beaucoup de mérite et infiniment de dévouement, sont engagés dans les structures d'un développement dont il faut bien admettre qu'il n'est pas pleinement satisfaisant.